

M. McBride: Étant donné que la presse annonce aujourd'hui que les États-Unis et l'URSS sont parvenus à un accord sur la limitation des armes stratégiques après les longues négociations SALT, le ministre pourra-t-il nous faire rapport prochainement de tout accord conclu?

M. Paul St. Pierre (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, pour l'instant il s'agit simplement d'articles de presse. Nous espérons que les événements confirmeront leur optimisme.

* * *

L'AGRICULTURE

LA LAINE—L'AIDE AUX ÉLEVEURS DE MOUTONS

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, et c'est la même que j'ai posée il y a quelque temps, et dont son secrétaire parlementaire avait pris note. À la lumière des rapports présentés actuellement par l'industrie des textiles et l'industrie du tricot, selon lesquels le prix des étoffes de laine va augmenter de 20 p. 100 cette année en raison de la forte demande, le ministre compte-t-il réviser sa politique et fournir une subvention visant à encourager la production de laine au Canada, plutôt que de la faire importer afin de répondre à la demande accrue?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, un versement d'appoint aux lainages ne peut, bien entendu, arranger en rien la situation, mais nous aimerions fort que les éleveurs de moutons canadiens établissent de meilleures structures de marché, afin de pouvoir tirer parti d'un important et satisfaisant marché de l'agneau.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE RALENTISSEMENT DES EXPORTATIONS—LES EXPLICATIONS DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

M. Lloyd R. Crouse (South-Shore): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné le grave ralentissement qu'ont connu, au mois de mars, les exportations canadiennes vers la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la Norvège, l'Italie, le Venezuela, la Belgique, le Luxembourg...

M. l'Orateur: À l'ordre, je vous prie. Je suis sûr que le député sait que ce genre de question est contraire au Règlement. Les députés ne peuvent pas poser de questions qui tendent à transmettre des renseignements à la Chambre. Cette question devrait être posée sans qu'il soit fait mention de tous ces détails.

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, j'ai cité tous ces pays pour situer ma question dans son contexte. Étant donné ce ralentissement de nos exportations, le ministre a-t-il envisagé de rappeler à Ottawa nos représentants commerciaux se trouvant actuellement dans ces pays, en vue de discuter de la baisse de nos exportations de papier journal, d'aluminium, de cuivre et d'automobiles, et d'essayer de trouver un moyen de reprendre notre place dans le monde du commerce?

[M. McBride.]

Des voix: Bravo!

• (1210)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'adresserai au député le texte du discours que je compte prononcer ces jours-ci au sujet des exportations. En ce qui concerne le rappel des délégués commerciaux, puis-je rappeler à mon distingué collègue que cette mesure a été prise il y a déjà plusieurs semaines. Nous les avons rappelés d'Europe et d'autres parties du monde et ils le seront, en septembre, des États-Unis. Sa proposition est donc chose faite.

L'hon. M. Stanfield: Mais le gouvernement arrivera-t-il à quelque chose?

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

CAP-BRETON—LA SUBSTITUTION D'UNE LISTE D'ADMISSIBILITÉ À DES POSTES VACANTS

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor qui semble aujourd'hui d'humeur agréable et calme. Elle se rapporte à une liste d'admissibilité, établie en décembre 1971, à des postes dans la Fonction publique qui deviendront vacants sous peu au Cap-Breton. Comme ces listes d'admissibilité sont, comme chacun le sait, généralement valides pour un an, et que j'ai appris que la liste actuelle qui reporte des emplois figurant dans une liste précédente pour lesquels on exigeait le bilinguisme, sera périmée après le 15 juin 1972, le ministre aurait-il la bonté de me dire ce qu'on a répondu aux nombreux candidats qui ont passé avec succès le dernier examen où la connaissance d'une seule langue était requise?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant des circonstances précises du cas. Je m'en informerai pour pouvoir répondre au député.

* * *

L'ÉNERGIE

LA FERMETURE DES CENTRALES DE GENTILLY ET DE DOUGLAS POINT—LA PÉNURIE D'EAU LOURDE ET LES MESURES ENVISAGÉES

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que, paraît-il, les usines d'énergie atomique de Gentilly et de Douglas Point vont fermer leurs portes à cause de la pénurie d'eau lourde, le ministre peut-il nous dire pendant combien de temps on va fermer ces usines, et quelles mesures il prend en vue d'assurer un approvisionnement suffisant en eau lourde?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je tiens à confirmer qu'on a annoncé cela il y a quelques semaines. On va fermer successivement les usines de Gentilly, de Rolphon et de Douglas Point afin de mettre en exploitation le troisième réacteur de Pickering. Je pourrais préciser qu'il commence maintenant à produire et qu'il fonctionne aussi bien que les deux autres, qui eux-mêmes